

**« Nous voulons revenir au droit de parler et de s'approprier l'économie en tant que citoyen »**



*Systemes d'échanges locaux, coopératives de capital risque solidaire, mouvements citoyens... Bérénice et Anne-Marie défendent une réappropriation de l'économie par le pouvoir d'agir, et de choisir, des citoyens.*

*Photo : Lisa Darrault*

Retrouver du pouvoir d'agir sur l'économie et replacer l'échange (monétaire, ou non) au centre. Anne-Marie Flandrin, trésorière à l'Apes Haut de France et Bérénice Dondeyne, co-présidente du MES Occitanie et responsable du développement stratégie, dégagent les particularités de la citoyenneté économique.

*Comment définiriez-vous la citoyenneté économique ?*

Bérénice – On peut l'appeler démocratie économique. On parle de réappropriation de l'économie : c'est le fait de retrouver le pouvoir d'agir sur celle-ci. Elle vient par contraste avec l'économie au sens large, ce capitalisme soit disant inéluctable. Au sein de notre réseau, on dit que l'économie est une vision, qu'il peut y en avoir d'autres. Face aux défis climatiques par exemple, on est obligés de se repositionner, se demander à quoi elle sert. L'économie est la question des échanges : monétaires, mais aussi de services, et de produits. 26 % de la population européenne est bénévole. On pense souvent au bénévolat comme loisir. Mais c'est aussi le vivre ensemble, il participe à la réduction des inégalités. C'est un engagement citoyen, une sorte de point de veille sur notre société et le monde dans lequel on évolue. Par exemple, les personnes qui travaillent dans le commerce

équitable ont posé des points de vigilance, et proposé autre chose. La citoyenneté économique, c'est la capacité qu'ont les gens à réfléchir à leur monde.

Anne-Marie – Aujourd'hui, on a l'impression que tout ce qui n'est pas monétisé ne compte pas. Le modèle dominant récupère ce qui est services à la personne et tout ce qui était un peu les fondements du bénévolat, de l'engagement citoyen, comme le voisinage. Les gens se rendaient service en famille, entre voisins et quelque part ça ne paraît plus « normal » de faire ça. Il faudrait passer par l'argent, sinon c'est considéré comme de l'exploitation. Le système dominant veut tout monétiser, on assiste à une inversion des valeurs abyssale, c'est incroyable.

*Dans le plaidoyer que vous avez défendu en 2021 au congrès de l'ESS, qui a rassemblé le MES, les acteurs du développement local, l'Ufisc, des membres comme l'APES etc.. Et dans l'ouvrage L'économie solidaire en mouvement, vous défendez l'idée que la démocratie économique est un droit.*

Bérénice – Nous voulons revenir au droit d'interpeler, de parler et de s'appropriier l'économie en tant que citoyen. Que ce ne soit pas réservé aux économistes, aux experts. Le scandale autour d'Orpea montre bien qu'il faut que les citoyens soient présents dans la décision de la manière dont on traite les personnes âgées. Il faut aussi réévaluer à quoi correspond son prix : la qualité humaine, la qualité de soin etc... Ça rejoint la question du care, et du droit. Aujourd'hui en droit, on tourne autour de cette notion, sans qu'elle ne soit reconnue. Avec les derniers scandales financiers, on voit bien la nécessité de s'emparer du fonctionnement de notre économie pour pouvoir la comprendre. Les citoyens ont leur mot à dire et ne veulent plus la subir.

*Auriez-vous des exemples concrets de projet de finances solidaires, d'initiatives citoyennes pour se réapproprier l'économie ?*

Anne-Marie – Les systèmes d'échanges locaux (SEL) créent une monnaie virtuelle qui permet des échanges entre particuliers. J'ai des plants de fleurs, je les échange contre d'autres plants, ou des boîtes pour conserver des aliments. On ne passe pas par des euros, mais par cette monnaie, les boutons d'or, les marguerites. Ça marche aussi pour les services : si je ne sais pas me servir de mon téléphone, que j'ai besoin d'installer une application, un jeune qui connaît ça par cœur va donner une heure de son temps pour m'expliquer.

Bérénice – On peut aussi parler d'Initiatives pour une économie solidaire (IÉS), la coopérative de capital risque solidaire. Cette structure, issue de volontés de citoyens, a 25 ans. Elle montre bien leur capacité à fixer des règles sur des sujets comme le capital risque pour monter une entreprise, en y rajoutant la notion de solidarité : l'achat d'actions ne rapporte pas de plus-value. C'est très intéressant de se demander à quoi va servir l'argent, d'un point de vue éthique. Aujourd'hui, IÉS rassemble presque 1200 coopérateurs, et permet à des entreprises solidaires de bénéficier d'un appui pour lever d'autres fonds. C'est important ce tour de table de citoyens, présents pour une structure avec leur épargne, pour l'accompagner. Ils ont eux aussi un pouvoir d'action économique : c'est eux qui décident ce qu'ils financent, s'ils en ont envie, et s'ils estiment que ce n'est pas vraiment de l'économie solidaire, ils ne le financeront pas.

Anne-Marie – Il y a aussi le mouvement citoyen Terres de liens : les gens utilisent leur argent pour acheter des terres et permettre l'installation de jeunes en bio. C'est une autre forme de participation citoyenne à l'activité économique.

Bérénice – Et pour laquelle il y a la reconnaissance de leur spécificité, dans un endroit où le secteur privatif fait du « financement à impact ». Ce ne sont pas les mêmes fonds, ils sont issus d'une économie néolibérale. La citoyenneté économique, c'est aussi de s'interroger sur le cadre éthique dans lequel l'argent se crée. Aujourd'hui il y a une compétition entre les finances solidaires citoyennes et ces financements à impact, plus gros, plus nombreux, issus de la dette, qui permettraient un changement d'échelle. Cette question économique est assez délicate. Un grand groupe dit j'ai plein d'argent, on va multiplier les initiatives x parce qu'elles changent le monde. Et ce n'est pas une vision que l'on défend. On pense que le changement d'échelle s'essime. Ce n'est pas comme le modèle de l'agro-alimentaire aujourd'hui, avec des supermarchés, au design dupliqué dans le monde entier. Pour nous, le changement d'échelle est synonyme d'économie hybride, de citoyens qui s'emparent des enjeux climatiques, autour de l'eau, des services, du soin, de l'éducation. Une économie redistributive, publique. C'est comme ça que ça se travaille, dans la finesse.

*Propos recueillis par Lisa Darrault*